

*Questions orales*

**L'hon. Barney Danson (ministre d'État chargé des Affaires urbaines):** Je me rends compte que nos objectifs et réalisations sont élevés et qu'ils peuvent sembler hors d'atteinte, au député mais nous sommes toujours parvenus à les atteindre, et j'espère que nous continuerons à avoir autant de succès.

Pour ce qui est de la question du député, nous n'essayons évidemment pas de décider où les gens devraient vivre—les Canadiens sont libres de choisir—mais nous essayons d'offrir d'autres solutions pratiques. Je puis donner un exemple précis au député: le programme de trains de banlieue de 100 millions de dollars dans le cadre des nouveaux projets de décentralisation qui permettent aux gens de vivre en dehors des grandes villes tout en y ayant accès assez facilement.

Je pourrais également parler de nos programmes de logement et je serais heureux de fournir quelques détails au député, mais je suis sûr que vous me couperiez la parole, monsieur l'Orateur. Ces programmes fourniront un logement offrant les avantages d'une maison familiale aux personnes disposées à habiter la banlieue des grandes villes. Les programmes actuels tiennent également compte du fait que les jeunes ménages éprouvent des difficultés à trouver une maison unifamiliale dans les grandes villes. Nous leur offrons un logement attrayant sous une forme plus compacte...

**Des voix:** Règlement!

**M. Danson:** ... dans les principales villes. Cela nous laisse, comme autre solution, la possibilité de sortir des zones de forte concentration.

\* \* \*

**L'ADMINISTRATEUR DE LA LOI ANTI-INFLATION**

LA DÉCISION DU DIRECTEUR DANS L'AFFAIRE IRVING PULP AND PAPER—DEMANDE DE PRÉCISIONS

**M. Joe Flynn (Kitchener):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre du Revenu national. Pourrait-il nous dire si le directeur a pris une décision dans l'affaire Irving Pulp and Paper.

**L'hon. Jack Cullen (ministre du Revenu national):** Je remercie le député de m'avoir signalé son intention de poser cette question. J'ai reçu un rapport que je déposerai en temps opportun conformément à la règle 41(2). Le directeur a, en effet, constaté que Irving Pulp and Paper avait violé les lignes directrices anti-inflationnistes, il a ordonné à la société de verser au total 125,000 dollars à la Couronne et de limiter la hausse à 14 p. 100. J'ajouterai que les 100,000 dollars représentent une partie du paiement et les 25,000 dollars, une amende pour avoir, en connaissance de cause, violé les lignes directrices.

[M. Alexander.]

**LES FINANCES**

LE REFUS DE CERTAINES BANQUES D'OCTROYER DES PRÊTS DESTINÉS AUX AMÉLIORATIONS AGRICOLES—LES MESURES ENVISAGÉES PAR LE GOUVERNEMENT

**M. R. E. McKinley (Huron-Middlesex):** Monsieur l'Orateur, je veux poser une question au ministre des Finances. On a porté à mon attention dernièrement que certaines banques canadiennes ont refusé à des agriculteurs qui y avaient droit des prêts destinés aux améliorations agricoles. J'aimerais demander au ministre si cette loi est encore en vigueur et si les banques sont tenues de s'y conformer. La même chose est arrivée il y a environ un an et demi et, à ce moment-là, son prédécesseur a fait à la Chambre une déclaration qui a corrigé la situation.

**L'hon. Donald S. Macdonald (ministre des Finances):** Je remercie le député de porter cette question à mon attention. Je me ferai un plaisir de faire une enquête; si le député peut me fournir des cas précis pour me faciliter la tâche, je serai heureux de l'entendre.

**M. McKinley:** Vous ne répondez pas réellement à ma question. Les banques sont-elles tenues ou non de se conformer à cette loi?

**M. Macdonald (Rosedale):** Les banques sont censées se conformer à toutes les lois qui les concernent. Pour répondre spécifiquement à la question, les banques ne sont pas tenues de faire des prêts à tout le monde, quel que soit le risque. C'est une affaire de jugement. Comme je l'ai dit, si le député connaît des cas, je serais heureux qu'il me les fasse connaître afin que je les étudie.

\* \* \*

[Français]

**LES PARCS NATIONAUX**

LE SAGUENAY—LES ENTENTES AVEC LE QUÉBEC AU SUJET DE L'AMÉNAGEMENT DU PARC

**M. René Matte (Champlain):** Monsieur le président, je désire poser une question au président du Conseil du Trésor. Étant donné l'intérêt particulier que porte le ministre à l'établissement de parcs nationaux dans la province de Québec, le ministre dirait-il à la Chambre si le gouvernement fédéral a l'intention de prendre des arrangements avec le Québec pour l'établissement du parc Saguenay?

**L'hon. Jean Chrétien (président du Conseil du Trésor):** Monsieur le président, la position du gouvernement fédéral est la même depuis quatre ans. Nous serions très heureux d'avoir un parc national sur le fjord du Saguenay qui ferait partie des très populaires parcs nationaux du Canada.

\* \* \*

[Traduction]

**LES FINANCES**

L'OCTROI DE PRÊTS AUX PETITES ENTREPRISES—DEMANDE D'EXPLICATIONS

**M. W. C. Scott (Victoria-Haliburton):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Finances si je peux avoir son attention. Pendant qu'il étudie la question des prêts destinés aux améliorations agricoles, entend-il également examiner la question des prêts aux petites entreprises qui sont aussi des prêts garantis par le gouvernement?

**L'hon. Donald S. Macdonald (ministre des Finances):** Je serai ravi de le faire, monsieur l'Orateur.